

**PREFECTURE DU CALVADOS**

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BASSE-NORMANDIE  
Unité Territoriale DU CALVADOS**

DC/LB – 2013 – A 194

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**Commune de CARPIQUET**

**SOCIETE GALVALEK**

**LE PREFET DE LA REGION BASSE NORMANDIE,  
PREFET DU CALVADOS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement , et notamment ses titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V, et plus particulièrement les articles R.512-39-1 à R.512-39-4 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 mars 1994 modifié le 26 juin 2007 autorisant la société GALVALEK a exploiter son installation de traitement de surface et de galvanisation sur la commune de CARPIQUET ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 3 décembre 2010 rappelant à la société GALVALEK ses obligations par rapport à certaines obligations de son arrêté préfectoral ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 mars 2013 ;

**CONSIDERANT** que la société GALVALEK ne respecte toutes les dispositions de son arrêté préfectoral et est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L.551-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu de l'article L.514-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Le demandeur entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** La société GALVALEK pour son établissement situé à Carpiquet (14650), est mise en demeure de respecter les articles suivants de son arrêté préfectoral :

**sous 3 mois après notification du présent arrêté.**

– **Article 10.6 :**

« Une campagne de mesures des niveaux d'émission sonore doit être effectuée tous les cinq ans. Ces mesures sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspection des installations classées à qui les résultats sont communiqués. »

– **Article 12.4 :**

« Le débit de l'installation de traitement de surface (dégraissage, dézingage, décapage, fluxage et bains de rinçage) est de 90 000 m<sup>3</sup>/h. »

– **Article 12.5 :**

« Une estimation des émissions diffuses est également réalisée... »

– **Article 14.5 :**

« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées dans un déshuileur débourbeur avant rejet dans le réseau des eaux pluviales de la rue du Poirier. Ces eaux ainsi traitées devront respecter avant rejet les normes suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008)

- la température est inférieure à 30°C

- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (NF T 90 105)

- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (NF T 90 101)

- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114) »

– **Article 14.8 :**

« Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ces caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. »

– **Article 16.3 :**

« L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones. »

– **Article 16.8 :**

« L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel. »

**ARTICLE 2 :** Faute, pour la société GALVALEK de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3: RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la décision a été notifiée. Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due pour la partie qui introduit une instance devant les juridictions. A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans demande de régularisation préalable.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à la Société GALVAKEK, rue du Poirier, 14650 – CARPIQUET.

**ARTICLE 5** Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados, le Maire de Carpiquet, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à CAEN, le 20 MARS 2013

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB

Copie transmise à :

- M. le Maire de Carpiquet,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale du Calvados.